L'INVALIDITE SECURITE SOCIALE

Pour quels patients ?

Pour les patients ayant une perte de la capacité de travail ou de gain les mettant dans l'incapacité de se procurer, dans une profession quelconque, un salaire supérieur au tiers de la rémunération normale (correspondant à l'emploi qu'il occupait avant la date de l'arrêt de travail ayant entraîné l'état d'invalidité).

L'invalidité doit être causée par une maladie ou un accident non professionnel.

L'assuré qui n'a pas atteint l'âge légal de la retraite (entre 60 et 62 ans) doit être immatriculé depuis 12 mois au premier jour du mois au cours duquel débute l'affection invalidante et justifier, durant cette période, de 800 heures de travail dont 200 heures au premier trimestre.

Procédure :

- ⇒ L'état d'invalidité est apprécié par le médecin-conseil, en fonction de la capacité de travail restante (ou capacités disponibles), de l'état général, de l'âge et des facultés physiques ou mentales de l'assuré, ainsi que de ses aptitudes et de sa formation professionnelle (art. L 341.3 *du Code de la Sécurité Sociale*) ;
- ⇒ En relais de l'arrêt maladie quand l'état clinique est stabilisé ;
- ⇒ À la fin de la période pendant laquelle l'assuré peut bénéficier des prestations en espèces. Cette période expire :
 - Au bout de 3 ans de versement d'indemnités journalières pour les affections dites "de longue durée" (art. L 324.1 du Code de la Sécurité Sociale) ;
 - Pour les autres affections, dès que 360 indemnités journalières ont été versées à l'assuré, au titre d'une ou plusieurs maladies durant 3 ans consécutifs.
- ⇒ Lors de la constatation médicale d'une "usure prématurée de l'organisme" (*exceptionnel*) ;
- ⇒ La demande est faite soit par la caisse (cas le plus *général*), soit par le salarié (*avec appui du médecin traitant*) ;
- ⇒ L'évaluation de l'importance de l'invalidité est de la responsabilité du médecin conseil de l'Organisme d'Assurance Maladie et elle peut être revue en fonction de l'évolution. Elle est attribuée à titre temporaire ;
- ⇒ Le classement se fait en 3 catégories :
 - Catégorie 1 : l'assuré est capable d'exercer une activité rémunérée au tiers de ses capacités antérieures ;
 - Catégorie 2 : l'assuré est incapable d'exercer une activité professionnelle quelconque ;
 - Catégorie 3 : l'assuré est absolument incapable d'exercer une activité professionnelle quelconque, et, en outre, dans l'obligation de faire appel à une tierce personne pour effectuer les "actes ordinaires de la vie".

CONSEQUENCES PRATIQUES

Certains avantages socio-économiques sont accordés aux bénéficiaires de pension d'invalidité, notamment :

- ⇒ Remboursement des soins à 100 % ;
- ⇒ Attribution d'une allocation supplémentaire d'invalidité (AS1) selon un plafond de ressources ;
- ⇒ Possibilité de complément de pension ;
- ⇒ En 2^{ème} et 3^{ème} catégorie, possibilité de prise en charge des remboursements d'emprunts pour l'accession à la propriété ;
- ⇒ Pour la 3^{ème} catégorie, exonération de la part patronale de cotisation URSSAF pour l'emploi d'une tierce personne.

Attention :

- L'attribution de la 2^{ème} catégorie peut entraîner une suspension du droit d'inscription à l'ANPE et du droit à l'assurance-chômage ;
- Cette inscription est à nouveau possible en cas d'amélioration durable de l'état de santé avec projet professionnel ; l'avis du médecin de main d'œuvre peut être alors demandé.

Aspect financier :

Montants des pensions d'invalidité actualisés au 1^{er} avril 2009			
	Calcul de la pension en % sur la base du salaire annuel moyen perçu pendant les dix meilleures années d'activité	Montant mensuel minimum	Montant mensuel maximum
Pension d'invalidité de 1^{re}catégorie	30 %	262,78 euros	857,70 euros
Pension d'invalidité de 2^ecatégorie	50 %	262,78 euros	1429,50 euros
Pension d'invalidité de 3^ecatégorie	50 % + majoration pour tierce personne	262,78 euros + 1029,10 euros	1429,50 euros + 1029,10 euros

Le montant des pensions d'invalidité est revalorisé chaque année.
La pension est versée au patient tous les mois à terme échu.

COMMENTAIRES

Le sens du mot invalidité est différent selon le régime de sécurité sociale concerné :

- Exploitants agricoles ou artisans : l'incapacité est totale ou définitive et rend impossible tout travail rémunéré ;
 - Régime minier : l'incapacité de travail est au moins de 50 % ;
 - Pension militaire : l'invalidité correspond à l'évaluation d'une incapacité permanente partielle.
- ⇒ Ne pas confondre avec la carte d'invalidité qui est délivrée par la CDAPH, pour un taux d'incapacité de 80 % ;
- ⇒ Lorsque le salarié est en invalidité 2^{ème} catégorie, l'employeur ne peut rompre le contrat de travail sans l'avis d'inaptitude prononcé par le médecin du travail (*Arrêt Cour de Cassation du 13 mars 2001*) ;
- ⇒ L'invalidité est une assurance et, à ce titre, elle ne prend pas en compte les affections antérieures à l'immatriculation ;
- ⇒ La décision d'invalidité 2^{ème} catégorie prise par le médecin-conseil ne s'impose pas au médecin de santé au travail : l'invalidité n'implique pas obligatoirement une inaptitude au poste.